



N°88
Avril 2021

J E M

Le Journal des Élu·e·s et Mandaté·e·s de la CGT Finances Publiques 83

CDAS du 31 mars 2021 L'action sociale en voie de disparition ?!

La séance s'est ouverte sur un débat au sujet de la réforme de l'action sociale, ou plutôt son démantèlement. CGT-Solidaires-FO avaient boycotté la première séance pour exprimer leur totale opposition à celle-ci. Tout en entendant notre préoccupation, le président du CDAS a confirmé que cette réforme était inévitable et que la discussion ne pouvait porter que sur l'organisation et la mise en place de celle-ci ! La fragilité du réseau a été mis en avant par la cour des comptes, alors même que des actions de qualité sont menées avec compétence par les délégations. « Réorganisation ne signifie pas forcément casse du réseau, le NRP est là pour en attester » ! Les promesses n'engageant que ceux qui y croient, les agents apprécieront ! Pour ce qui est de la CGT, elle n'y croit pas ! **La CGT** affirme que l'action sociale est, et restera un besoin local au plus près des agents actifs et de leurs familles ainsi que des agents retraités.

Le vœu suivant est adopté à l'unanimité :

Réunis en Conseil Départemental de l'Action Sociale 83, les représentants du personnel, exigent le retrait des projets mortifères du Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance concernant l'action sociale. Ils souhaitent : => le maintien du réseau départemental, => le maintien des résidences EPAF en pleine propriété, => le maintien des 7 associations AGRAF, ALPAF, EPAF, ATSCAF, la coopérative des finances, le Centre Sportif du Ministère des Finances et Place des Arts, => l'augmentation des budgets de l'action sociale.

Une pétition intersyndicale a été lancée pour défendre l'action sociale ministérielle. Signez-la :
<https://www.mesopinions.com/petition/politique/defendre-action-sociale-ministerielle/113310>

Un autre vœu a aussi fait l'objet de discussions et a été adopté à l'unanimité :

Nos sections locales demandent l'attribution de places en crèche supplémentaires pour le Var. En effet, 2 berceaux au titre du Ministère sont nettement insuffisants.

La déléguée nous fait aussi part d'une évolution des prestations (parentalité, logement, restauration et loisirs) en sus de la réforme sur la gouvernance et sur le réseau ! Enfin, elle nous indique le départ du correspondant régional chorus en juin. Sa vacance sera remplacée par la région Occitanie !
Bref, tout va bien.

Informations générales

La délégation a récemment communiqué sur le nouveau protocole des restaurants administratifs (espace de 8m2/agent), l'annulation des colonies de vacances de printemps, le maintien de celles d'été sur le territoire français uniquement.

Le CDAS du Var bénéficie à l'ensemble des agents du Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance du département, soit : 1540 actifs, 3429 retraités, 612 enfants de 0 à 14 ans et 223 enfants de 15 à 17 ans.

Crédits d'Actions Locales 2021

Le budget accuse une nouvelle baisse. Avec une réserve imposée de 6 %, le budget local s'élève à 52 676 €.

Les actions suivantes sont envisagées :

=> **les consultations psychologue** : Cette action est regardée de près au vu de la période.

Les assistantes sociales estiment cependant que le nombre de 45 vacations est une bonne jauge, les psychologues font preuve d'une grande adaptabilité et des consultations ont pu être faites par téléphone pendant le confinement. Ce poste pourrait être augmenté si besoin.

=> **les sorties** : Le secrétariat général a interdit toute sortie sur le premier semestre au vu du contexte sanitaire. Pour les **enfants**, une seule sortie en plein air à la Toussaint serait programmée (OK CORRAL, accrobranche, mini golf, karting dès 7 ans ou parc extrême). **La CGT** a de nouveau déploré l'abandon de la sortie Aqualand qui avait du succès auprès de nos enfants.

Pour les **retraités**, aucune sortie ne serait programmée par manque de temps et du contexte sanitaire qui ferait peser trop d'incertitude sur la participation des retraités. **La CGT** a alerté la délégation sur le fait que les retraités ne pouvaient être totalement exclus de l'action sociale. Les campagnes de vaccination leurs étant destinées en priorité, il était envisageable d'organiser quelque chose à l'automne. Pourquoi pas un goûter. Le président s'est rallié aux organisations syndicales qui défendaient ce maintien, tout en précisant que rien ne pouvait être programmé pour le moment.

=> **l'Arbre de Noël** : Deux événements sont programmés et seront assurés dans le respect des consignes sanitaires si autorisés. Le **8 décembre** à la Castille. La kermesse se fera en deux séances distinctes pour limiter le nombre des participants et permettre une désinfection lieux et des ustensiles des différentes activités. Le **15 décembre** à Draguignan. Le complexe Saint-Exupéry étant suffisamment grand, il y aura aussi l'activité de la kermesse en une seule séance.

=> **Les actions « alternatives »** : Des chèques **Kadodrive** sont encore disponibles. La pandémie a tout stoppé en 2020. Valables jusqu'au 12/08/2023, rapprochez-vous de la délégation si vous êtes intéressé·e·s. Une action de **soutien scolaire en ligne** pourrait être proposée en remplacement d'actions abandonnées à cause de la crise sanitaire. **La CGT** a émis de fortes réserves vu qu'à l'heure actuelle, les enfants passent déjà beaucoup de temps sur les écrans à cause du nombre de cours dispensés en distanciel. Les autres syndicats allant dans le même sens, la proposition est abandonnée.

Questions diverses

=> **Les titres restaurants** : Le millésime 2020 reste valable jusqu'au 31 août 2021. **La CGT**, regrettant que la levée des plafonds de la carte apérez ne soit effective que sur les restaurants (qui sont fermés !), a demandé son extension sur l'achat de denrées alimentaires. **À l'unanimité, un vœu est voté dans ce sens.**

=> **La clause de « revoyure »** : en fonction du contexte sanitaire, le CDAS devra statuer sur une réaffectation des budgets non utilisés. L'an dernier, des chèques cadeaux avaient été offerts à tous les enfants.

Bien entendu, il faut savoir s'adapter mais le covid ne doit pas non plus permettre au ministère d'avancer plus vite sur sa réforme. Pour **La CGT**, **l'action sociale ne doit pas se résumer à un chèque cadeau !**

- **NON à la disparition du réseau départemental d'action sociale**
- **NON à la vente des résidences de vacances EPAF**
- **NON à une gouvernance regroupant les 7 associations**
- **NON à la baisse des budgets de l'action sociale**
- **NON à la disparition programmée des CDAS**



**Une seule solution :
RETRAIT DES PROJETS MORTIFÈRES DU MINISTÈRE**

Vos représentantes : Sandrine Agez et Françoise Martinez

	la CGT... et si j'y étais ? <i>je rejoins la CGT finances publiques</i>	83 la cgt Finances Publiques	CGT Finances Publiques 83 20 place Noël Blache-83000 Toulon Tel : 04.94.22.82.65 Mail : cgt.ddfp83@dgfp.finances.gouv.fr Site : http://www.dgfp.cgt.fr/83/ Facebook : CGT Finances Publiques 83
---	---	---	--